

Face à ce problème, les Canadiens, à mon avis, devraient chercher des solutions de rechange, mais ils devront alors faire preuve d'humilité et reconnaître que les grands esprits de notre époque n'ont pas attaqué le problème. On a fait très peu de recherches à ce sujet. On a très peu réfléchi à la question fondamentale de ce que sera le Canada de demain. Dans le peu de temps dont je dispose encore, je ne puis offrir beaucoup de suggestions pratiques en guise de solution à ce grave problème, mais je dois dire d'abord et avant tout, et c'est un truisme, que c'est une question qui exigera de la recherche, de l'étude et de la réflexion. Il y a lieu de croire que d'aucuns, au pays, se livrent à cette profonde réflexion. Par exemple, le conseil canadien de la recherche urbaine et régionale a entrepris de formuler du moins les questions sur lesquelles il convient de s'interroger. Et l'on a institué un centre d'études urbaines et communautaires à l'Université de Toronto.

Les réactions provoquées par un discours que j'ai prononcé, il y a quelques mois, à Ottawa m'ont appris que bien des citoyens que touche cette question dans tout le Canada s'intéressent à ce problème fondamental, architectes, urbanistes et économistes. J'ai constaté que de petits groupes se réunissent dans différentes régions du pays, sans être dirigés par ce qu'on appelle des experts, tout simplement pour parler d'un problème qui passionne tous les Canadiens. Je dirai, monsieur l'Orateur, qu'il nous faudra faire litière de beaucoup d'idées traditionnelles dont nous étions prisonniers dans le passé. Il nous faudra poser en principe que cela n'est plus souhaitable de créer la plus grande, la plus vaste ville d'Amérique du Nord. Il nous faudra envisager non seulement d'encourager les initiatives industrielles et sociales du genre qui convient mais, à mon avis, d'adopter dans bien des cas des mesures de dissuasion pour empêcher l'entassement continu de la population, de l'industrie et du commerce dans les grands centres du Canada.

Il faut que nous fassions des recherches sur les motivations des gens et des industries. Comment se fait-il que les nouvelles industries et les nouvelles entreprises viennent graviter autour des grandes villes? Cela est-il vraiment un tel avantage économique et social ou est-ce simplement la force de l'habitude? Que pouvons-nous faire pour encourager le pays et donner espoir à de nombreuses petites régions et à beaucoup de petites communautés excellentes en elles-mêmes? Pourquoi est-il nécessaire d'entasser les gens dans de grandes agglomérations alors que, dans bien des

régions, il existe de jolies villes bien équipées pour recevoir de nouveaux habitants et de nouvelles industries et permettre en outre à ces nouveaux habitants de vivre une vie normale?

Il est certain qu'il est bien d'autres choses que des députés ont dites et pourraient dire sur ce sujet, mais je soutiens aussi vigoureusement que possible que nous aurons failli à notre devoir envers nos concitoyens et envers la postérité si nous ne résolvons pas tous nos problèmes sociaux urgents et si nous ne profitons pas de l'occasion qui nous est offerte en tant que législateurs et guides de l'opinion, d'élargir l'horizon des Canadiens et de leur donner une vision autre qu'un énorme conglomérat urbain de ce qui, par une planification et des directives appropriées, peut devenir un pays où il fera bon vivre.

• (9.20 p.m.)

M. Doug Rowland (Selkirk): Monsieur l'Orateur, j'approuve entièrement les dernières remarques du député qui vient de parler. Je ne puis qu'ajouter que c'est exactement le manque de planification dont il parle, dans la mise au point d'une politique, que condamne la motion à l'étude. Je tiens à signaler de nouveau à la Chambre le texte de la motion en question. Voici:

Que cette Chambre blâme le gouvernement pour ne pas avoir établi une politique urbaine pour le Canada.

On n'y blâme pas le gouvernement de ne pas avoir résolu tous les problèmes des villes. On n'y dit pas non plus que ces problèmes sont faciles à résoudre ni même que tous nos problèmes urbains peuvent être résolus grâce à une utilisation intelligente des ressources à notre disposition. Pourtant, c'est là l'épouvantail que les députés libéraux de circonscriptions urbaines ont fait surgir et auquel ils s'attaquent. La motion n'est pas une utopie puérule et simpliste comme les libéraux tentent de le faire croire aux Canadiens. Elle condamne l'absence de politique. Elle condamne l'absence totale du genre de politique dont parlait le député qui vient de prendre la parole. Elle condamne l'absence d'une attitude bien définie, cohérente et rationnelle envers les problèmes découlant de la révolution sociale qui s'est emparée du Canada. Et c'est la même révolution qui est en train d'ébranler les fondations de presque toutes les nations du monde et plus spécialement celles des nations très industrialisées d'Europe et d'Amérique du Nord. Cette révolution sociale est marquée par la prédominance de la société urbaine et la répression de la société rurale. La motion ne condamne pas le gouver-